

# L'Humanité *rouge*



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi  
20 mai 1976  
No 494  
1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## Italie La campagne électorale du PCI

### RASSURER POUR MIEUX TROMPER

Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI, a donné le week-end dernier à Rome le coup d'envoi de sa campagne en présentant le nouveau « programme électoral » des révisionnistes italiens. Cette nouvelle mouture du « compromis historique » proposé dès 1973 aux socialistes et à la démocratie chrétienne se résume en une formule : « L'union nationale de tous les partis est indispensable pour sauver l'Italie de la catastrophe ». Le pays se voit ainsi proposer une « nouvelle formule », un véritable gouvernement de salut public motivé par la gravité de la situation italienne. Pour faire entériner ce projet, le PCI se présente comme le « parti de la rigueur morale et matérielle », formule qui ne peut que séduire dans un pays livré au chaos économique et politique et à la corruption à grande échelle.

6 points caractérisent ce programme :

— relance d'un gouvernement d'union nationale ouvert à toutes les forces politiques « sauf les fascistes ».

— sévérité et rigueur dans le domaine économique : assainissement des finances publiques, limitation des importations de pétrole et des produits alimentaires, et — point combien révélateur pour situer de quel bord se place le PCI — « lutte contre l'absentéisme dans les entreprises ».

— réorganisation du secteur public pour rendre « le jeu et les mécanismes du marché (capitaliste !) compatibles avec l'intérêt général ».

— « moralisation » de la vie publique et valorisation des institutions (de l'État bourgeois !) comprenant, entre autres, une « nouvelle politique pour les forces armées » et « la lutte contre la criminalité et la restructuration des forces de police ».

— garantie de la liberté d'opinion et d'expression.

— sur le plan international : protestation du fait que l'Europe occidentale doit « défendre et développer son rôle comme entité autonome sur le plan international ».

Si on y ajoute les nombreuses protestations de leaders du parti révisionniste estimant que « la collaboration politique, économique et culturelle entre l'Europe et les USA, et les USA et l'Italie, est une exigence essentielle », on comprend que rien dans ce programme ne puisse effrayer la bourgeoisie italienne.

(Suite p. 2)

## 8 mois de prison pour avoir giflé un juge LIBERTE POUR JACQUES VILLIERS !

Les jours derniers ont apporté une nouvelle liste d'actes de répression de la bourgeoisie contre les masses populaires. Alors que s'est ouvert le procès d'Edmond Siméoni devant la cour de sûreté de l'État, le petit viticulteur Albert Teisseyre et notre camarade Romain Le Gal sont maintenus en prison. Le militant breton, Perig Loquet, emprisonné depuis 11 mois, est lui aussi toujours en prison malgré un état de santé très grave.

Dans la journée de mardi, tandis qu'à Grenoble étaient condamnés quatre manifestants, à Toulouse ce sont douze médecins qui l'étaient. Parmi ces emprisonnements et ces condamnations, il est un cas sur lequel le silence le plus total est fait : celui du petit paysan Jacques Villiers.

Depuis 42 jours, Jacques Villiers, agriculteur à Aiguillon (Lot-et-Garonne) est en prison et fait la grève de la faim.

Quel est donc son crime ? Pourquoi a-t-il été condamné à 8 mois de prison ferme par le tribunal d'Agen le 5 mai 1976 ?

Suite au remembrement d'Aiguillon qui avait fait une majorité d'insatisfaits (122 sur 165) Jacques Villiers avec quelques autres n'avait jamais accepté ces injustices.

Pendant 10 ans, de tribunal administratif en tri-

bunal administratif, de tribunal administratif en cour d'État, il essaye d'obtenir réparation de préjudice subi.

Malgré les jugements rendus en sa faveur, sur Aiguillon rien n'a changé. La justice est bien lente quant il s'agit d'un travailleur.

Le 5 avril, exécuté par cette situation Jacques Villiers a donné une gifle au juge, président de la Commission du remembrement qui voulait l'expulser. Et pour cette petite gifle, la justice a été beaucoup

plus expéditive : emprisonné sur le champ, et le 5 mai condamné à 8 mois de prison ferme.

300 personnes : des paysans, des étudiants en biologie, des médecins, ouvriers, commerçants, jeunes et retraités refusent cette injustice et veulent lutter pour la libération de Jacques Villiers. Ils se sont regroupés lundi soir dans le comité de soutien créé autour de Mme Villiers, à la salle des fêtes de la Mairie d'Aiguillon.

(Suite page 3)

## Cisjordanie

### Nouveau crime sioniste NOUVELLES MANIFESTATIONS POPULAIRES

Depuis le 15 mai, jour anniversaire de la création de l'État sioniste d'Israël que les sionistes ont fêté dans le sang et la répression du peuple palestinien, les mouvements de révoltes se sont multipliés dans toute la région.

En effet, après l'assassinat dimanche d'une jeune fille de 16 ans, Nina Hassan Naboulsi, qui a entraîné la fermeture de la plupart des magasins de Naplouse et la participation de plus de 30 000 personnes à ses obsèques dimanche soir, un jeune homme, Abdallah Hawass (18 ans) a été également assassiné lundi matin à Kalandya par la police sioniste. En riposte, un mot d'ordre de grève générale a été lancé mardi en Cisjordanie. A Rammalah et El Biréh, des tracts invitant tous les habitants à rester chez eux et à ne pas ouvrir les établissements commerciaux et les ateliers ont été distribués.



Manifestation populaire à Ramallah en avril 1976.

A son enterrement lundi soir, de violentes manifestations ont eu lieu à Jérusalem.

La foule accompagnant le cortège funéraire a riposté violemment face à la présence de forces sionistes qui, apeurées, ont réprimé sauvagement.

Mardi matin, dans le secteur de Jérusalem-Est, les étudiants ont manifesté en plusieurs points. Près de Kalandya, ils ont bloqué la route en mettant le feu à de vieux pneus. A Jérusalem, ils se sont groupés sur le mont du temple, puis ont envahi les ruelles étroites de la vieille ville,

brandissant le drapeau palestinien, criant des slogans antisionistes et lapidant des policiers. C'est alors que Mahmoud Kouhd, jeune homme de 21 ans, a été blessé à la tête par une balle sioniste. Il est mort mardi en début d'après-midi.

(Suite page 2)

## Siméoni déclare

### « IL Y A DES PORTS DE MENOTTES QUI NE SONT PAS INFAMANTS »

La deuxième journée du procès d'Edmond Siméoni et de ses camarades a été marquée par le refus du président du tribunal d'organiser une reconstitution des faits survenus à Aléria.

Alors que le tribunal voulait se contenter de la reproduction d'un plan de la cave Depeille à Aléria, les défenseurs de Siméoni ont demandé une reconstitution des faits sur les lieux.

Celle-ci permettrait de vérifier ce que de nombreuses personnes ont affirmé : la configuration des lieux et la distance séparant les occupants de la cave Depeille des CRS ne permettraient pas que ceux-ci soient atteints par les balles de fusils de chasse. Le président du tribunal a refusé cette reconstitution en prenant prétexte des manifestations populaires qu'elle pourrait provoquer. L'avocat général devait quant à lui utiliser un autre argument non sans une grande hypocrisie :

« Mon éthique professionnelle m'interdit de traîner le docteur Siméoni, qui est un accusé respectable, à Aléria, devant la foule de ses amis qui le retrouveraient non pas homme libre mais les menottes aux mains. »

Ce à quoi Edmond Siméoni répondait : « Il y a des ports de menotte qui ne sont pas infamants. »

Par ailleurs, le président du tribunal a déclaré que celui-ci n'avait pas en sa possession les armes qui étaient entre les mains des occupants de la cave d'Aléria. Absence utile pour éviter une reconstitution des faits. A cela Edmond Siméoni répondait : « Il était loisible de prendre sur place toutes les armes à commencer par la mienne. »

Enfin, toujours pour s'opposer à une reconstitution, le président devait faire un aveu

(Suite page 3)



## RDA

## «Une déclaration qui a le mérite de la franchise»

Le jour-même où Gromyko chapitrait Giscard d'Estaing en ronronnant sur la détente, voici ce que déclarait le général Heinz Hoffmann, ministre de la «Défense» de la RDA, devant les cadres du parti révisionniste SED : «Jusqu'ici, l'Histoire n'a pas connu d'exemple de révolution socialiste menée à bien sans que les canons aient eu à intervenir ou tout au moins aient été prêts à le faire (...) Une guerre juste est encore possible (...) Je ne considère pas que la guerre atomique ne pourrait plus être utilisée pour la poursuite de la lutte des classes». Et de prendre

pour exemple le Chili d'Allende...

Quel pays peut faire ainsi usage de la bombe atomique dans la «lutte des classes»? Bien évidemment, dans la déclaration du général Hoffmann, c'est de l'URSS qu'il s'agit. Ce qui est dit, c'est donc tout simplement que l'URSS pourrait utiliser l'arme atomique pour faire avancer la «lutte des classes» dans un pays quelconque du globe (pas en URSS même, puisque Khrouchtchev a décrété il y a déjà plusieurs années qu'il n'y avait plus de luttes de classes en URSS...).

Curieuse conception de

la lutte de classes ! Est-ce que la prochaine fois que Cunhal tentera un putsch au Portugal (comme il l'a fait le 25 novembre), il aura le soutien des missiles atomiques de Brejnev ? C'est sans doute le même «internationalisme prolétarien» qui a conduit l'URSS et Cuba en Angola ? Les révisionnistes (européens par exemple) peuvent être rassurés : ils auront le soutien de l'armée russe dans leur tentative de prendre le pouvoir... ou de le garder.

Cette déclaration démontre à l'évidence la véracité de ce que nous répétons depuis des années maintenant :

— la détente n'est qu'une comédie derrière laquelle l'URSS cache ses menées agressives et hégémoniques

— l'URSS prépare une guerre offensive, injuste, impérialiste.

Ce genre de position ressemble à s'y méprendre à la tactique employée par Hitler pour asservir la Tchécoslovaquie et la Pologne : susciter des troubles dans ces pays (les Sudètes, Dantzig...) et les envahir ensuite, soi-disant pour défendre les intérêts du peuple allemand. Cette tactique se dissimule aujourd'hui derrière le terme de «lutte de classes» employé par les révisionnistes. Mais nous savons de quel côté est l'URSS, du côté des oppresseurs, pas du côté des classes ouvrières et des peuples opprimés.

Le social-impérialisme se nourrit d'illusions : toute agression de ce genre fera se dresser contre lui les peuples du monde entier (les peuples de l'URSS y compris). L'impérialisme US a déjà fait l'expérience de ce genre d'agressions : il s'est fait chasser du Vietnam, du Cambodge, de la Corée. Lui aussi avait envisagé l'emploi de l'arme atomique en Corée et au Vietnam : même impérialisme, mêmes méthodes...

La menace ou l'emploi de l'arme atomique elle-même ne peuvent rien contre la force invincible des peuples.

## Le Congrès des révisionnistes est-allemands

Le 9e Congrès du SED est-allemand (Parti socialiste communiste unifié de la RDA) vient de s'ouvrir à Berlin-Est, sous le patronage de Mikhaïl Souslov, responsable des questions idéologiques du Parti révisionniste soviétique.

Ses dirigeants l'ont placé d'emblée sous le signe de «l'efficacité dans la continuité»... du révisionnisme et de l'inféodation au social-impérialisme russe dont il est l'un des plus zélés porte-parole des intérêts. Depuis l'éviction de

Walter Ulbricht, en juin 1971, remplacé par Erich Honecker, le SED s'est en effet rangé encore plus inconditionnellement sous la houlette de Moscou.

Ce congrès est aussi destiné à faire entériner la déchirure de l'Allemagne en deux morceaux puisque les nouveaux statuts du parti qui y seront adoptés ont été épurés de toute référence à l'unité nationale allemande.

De sa tribune partiront les traditionnelles injures à l'égard de la politique mar-

xiste-léniniste-léniniste de la grande Chine rouge qui terrifie les révisionnistes comme Honecker. A juste titre, puisque en RDA même, les idées marxistes-léninistes grandissent et se développent à l'initiative de la section d'Allemagne de l'Est du KPD (ml), récemment créée et qui connaît un grand essor.

L'article ci-dessous met bien en évidence les positions de classe de ce parti révisionniste et le rôle que Moscou lui assigne.

## Italie: La campagne électorale du PCI

(Suite de la p. 1)

Une fraction des monopoles italiens semble donc, en conséquence, se résigner d'assez bonne grâce à l'accès du PCI au pouvoir politique. L'hebdomadaire «Panorama» vient de s'en faire l'écho en estimant que la participation du PCI au pouvoir était jugée souhaitable «pour répondre aux problèmes du pays», «moraliser la vie publique» et «diminuer l'absentéisme dans les usines et le nombre de grèves». Le programme ci-dessus ne peut que lui donner satisfaction sur tous les points. C'est ainsi que, répondant à l'appel de Berlinguer, un nombre croissant de chefs d'entreprises, personnalités libérales et catholiques, se présentent comme candidats sur les listes électorales du PCI où ils représenteront 10 % environ de ses candidats. La plus spectaculaire de ces candidatures étant celle de Altiero Spinelli, vice-président de la Communauté économique européenne.

Pour achever de rassurer,

le PCI fait le forcing sur son masque libéral, respectueux des libertés, indépendant des influences extérieures, du social-impérialisme russe en particulier. L'«Unità» ne se prive pas de polémiquer publiquement avec Moscou, publie dans ses colonnes des articles de «dissidents» tchécoslovaques notoires, affirme son attachement à l'OTAN, à l'Europe et à l'alliance américaine. Jusqu'à la personnalité de Berlinguer qui se veut apaisante pour la bourgeoisie italienne : marquis sarde inscrit au Gotha mondain, vivant dans un luxueux appartement romain équipé d'un tennis, d'une piscine et d'un solarium, il s'exhibe volontiers accompagnant à l'église femmes et enfants.

Mais derrière ce vernis libéral soigneusement entretenu et qui est à la base de son succès électoral, se cache une tout autre politique du PCI. Sur les problèmes fondamentaux de la politique étrangère, celui-ci s'est toujours aligné sur Brejnev ;

Berlinguer avait tenu à être présent en personne au 25e Congrès du PC soviétique où il a été très chaleureusement accueilli. Au sein de l'armée italienne se développe en ce moment un mouvement de fronde et de formation d'une «coordination démocratique» où la main du PCI n'est pas absente. Enfin il est évident que l'arrivée des révisionnistes italiens au pouvoir ne peut que porter à un degré supérieur l'apreté de la rivalité qui oppose URSS et USA pour la domination de l'Europe et l'hégémonie mondiale. C'est ce qui explique l'inquiétude ouvertement proclamée par Kissinger : c'est à Naples que se trouve le commandement du secteur Sud-Europe de l'OTAN et l'Italie est membre à part entière de toutes les instances de cette organisation.

C'est pourquoi la démocratie chrétienne renâcle et repousse jusqu'ici l'offre de la main tendue par Berlinguer. La démission récente du maire communiste de

Naples contraint à cette décision par une coalition de la démocratie chrétienne et des néo-fascistes exprime l'inquiétude profonde d'une autre fraction des monopoles italiens conscients de ce que l'introduction du PCI au gouvernement pourrait être celle du loup dans la bergerie et qui distinguent derrière les révisionnistes italiens l'ombre grandissante du social-impérialisme russe.

Au sein même de la bourgeoisie italienne la voie de l'accès au pouvoir n'est donc pas royale pour le PCI.

Du côté du prolétariat italien, les choses vont aussi en se clarifiant vite. Les aspirations fondamentales de la classe ouvrière et des masses populaires sont délibérément absentes de ce programme bourgeois. Les ouvriers italiens qui ont, au cours de l'année écoulée, accompli 22 millions de jours de grève (pour 3 millions en France au cours de la même

## Le sort des Plutons

Au cours d'une conférence de presse commune tenue en Bavière les ministres français et ouest-allemand de la Défense ont réaffirmé leur volonté d'étroite coopération, les deux pays étant pour eux «un élément fondamental de l'Europe et de son devenir».

Questionnés sur l'engagement éventuel des fusées nucléaires françaises «Pluton», qui se trouvent en France et sur les objectifs qui pourraient leur être assignés, les deux ministres ont répondu que «ces armes, très mobiles, seraient engagées là où l'Europe devrait être défendue».

Ils ont ensuite mentionné qu'ils avaient procédé à un examen approfondi de la situation sur les flancs nord et sud de l'Europe, sujets où, ont-ils déclaré, leurs vues concordent. Divers projets de production commune d'armements entre les deux pays ont également été abordés.

## L'Afrique contre les superpuissances

M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, a affirmé lundi à Lusaka que l'Afrique australe pourrait devenir le théâtre d'un conflit ouvert idéologique et stratégique entre les superpuissances.

Le président Kaunda, qui s'adressait aux chefs de mission diplomatique zambiens en poste à l'étranger, a souligné qu'au cours de ce conflit les États de la région ne seraient que des pions dans le jeu des grandes puissances dont le but est de parvenir à une «hégémonie mondiale».

A propos de la situation en Rhodésie, il a estimé que le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, en était responsable et qu'il devait s'en aller. «Les blancs de Rhodésie, a-t-il souligné, ne doivent pas se faire d'illusions quant à leur avenir sous le régime de M. Smith : les Africains peuvent se battre et ils se battront jusqu'à la victoire.»

## Cisjordanie

### Nouvelles manifestations

(Suite de la p. 1)

La nouvelle s'est répandue dans Jerusalem et des jeunes gens ont parcouru les rues en demandant aux commerçants de fermer boutique. Ce qu'ils ont fait. En peu de temps les rues se sont vidées.

Bien sûr, la police sioniste a effectué plusieurs arrestations parmi ces jeunes gens et a forcé certains de ces commerçants à rouvrir immédiatement, sous peine de se voir apposer des scellés.

Aussi, aux obsèques de Mahmoud Kouhd, mardi soir plusieurs centaines de personnes étaient là. Après la cérémonie, elles ont manifesté dans les vieilles rues de Jerusalem en brandissant des drapeaux palestiniens. Là encore les sionistes ont réprimé. Mais maintenant les mouvements de colère et de révolte s'étendent dans toute la région.



Berlinguer, Marchais : une même tactique pour accéder au pouvoir.

période) ne sont pas prêts à accepter de retrousser leurs manches pour sauver les profits du capitalisme italien et permettre à l'URSS de s'implanter dans leur pays. Ils discernent de

plus en plus nettement, au-delà de son masque libéral, dans quel camp se place le PCI : celui de l'ennemi de classe, ennemi de l'indépendance nationale qui, tôt ou tard, sera balayé.



## LES BASSES MANOEUVRES DE LECANUET

Lundi soir, Lecanuet faisait paraître un communiqué destiné à apporter une « justification » à la sanction déguisée que constitue la mutation du juge Ceccaldi à Hazebrouk. Mutation qui comme chacun le sait maintenant avait pour but de lui enlever le très compromettant dossier sur les trafics des compagnies pétrolières.

Afin de faire croire que c'est le juge Ceccaldi lui-même qui avait demandé sa mutation (ce que celui-ci a nié), Lecanuet déclarait :

« Mme Ceccaldi, adjointe d'enseignement au CES "Henri-Vallon", à Marseille, a sollicité sa mutation dans une lettre en date du 8 avril 1976 adressée au recteur d'académie d'Aix. Elle rappelle que, par décret paru au Journal officiel, son mari, M. Étienne Ceccaldi a été inscrit sur la liste d'aptitude de magistrat à une fonction supérieure, ce qui implique, précise-t-elle, la possibilité d'une nomination dans un délai indéterminé. »

Dès mardi matin, Mme Ceccaldi ainsi mise en cause par le ministère de la Justice, déposait une plainte contre X. En effet, le document dont fait état le ministère de la Justice est strictement confidentiel et ne concernait que les services du ministère de l'Éducation nationale. Comment est-il parvenu à Lecanuet ? En en faisant état, le gouvernement viole sa propre légalité bourgeoise.

Par ailleurs, il s'agissait d'une demande conditionnelle de mutation, au cas où son mari serait lui-même déplacé, ce qui n'était pas sûr.

## UNE NOUVELLE PROVOCATION CONTRE LE FRAP

L'assassinat récent du PDG du Crédit lyonnais est l'occasion d'une vaste campagne de calomnies. Certaines accusations mensongères, lancées notamment par le torchon « France-Soir », ont essayé d'en faire porter la responsabilité au FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote), organisation antifasciste espagnole interdite dernièrement par Poniatowski pour satisfaire le gouvernement fasciste espagnol. La représentation à Paris du FRAP a publié un communiqué pour dénoncer cette scandaleuse calomnie.

« Nous rappelons, une fois de plus, dit le communiqué, que l'activité du

Mardi matin, le juge Ceccaldi déclarait à propos de ce communiqué : « Ce procédé s'inspire de méthodes fascistes ».

Mais ce communiqué se retourne contre ses auteurs eux-mêmes, puisqu'il prouve que ce n'est pas le juge Ceccaldi qui avait demandé sa mutation, mais que celle-ci était rendue possible par son inscription sur la liste d'aptitude de magistrat à une fonction supérieure.

Il était prêt alors à s'y conformer. Mais entre temps des pressions ont été exercées sur lui, et c'est la raison pour laquelle il a refusé d'être déplacé à Hazebrouk.

Mardi après-midi, Lecanuet a à nouveau fait part de son intention de faire sanctionner le juge Ceccaldi en soumettant son cas à une commission de discipline.

De son côté, le juge Pascal a publié une déclaration où il affirme notamment :

« Je n'ai cessé de lutter ainsi qu'un certain nombre de mes collègues contre le caractère arbitraire et inégalitaire de notre justice qui, pour pouvoir appliquer en toute quiétude sa vieille formule du double poids et de la double mesure, n'hésite même plus à s'en prendre aux magistrats eux-mêmes : poursuites disciplinaires, dessaisissements, inculpations, mutations-sanctions (l'affaire Ceccaldi en est l'exemple le plus récent). »

Ce nouvel épisode de l'affaire Ceccaldi prouve en tout cas que le gouvernement ne recule devant aucun moyen pour tenter de discréditer et d'abattre ceux qui refusent de marcher dans ses combines.

FRAP se limite à informer les émigrés et exilés espagnols sur les luttes dans notre pays et à accueillir la solidarité que le peuple français a tant de fois manifesté.

Le texte considère que l'accusation portée contre le FRAP s'inscrit « dans le cadre des mesures répressives que le gouvernement français en étroite collaboration avec le régime terroriste de Juan Carlos perpétre contre notre organisation » mais ajoute-t-il, « fidèle au principe de non ingérence dans les affaires internes du pays qui nous accueille, le FRAP n'entrera pas dans le jeu de ces provocations. »

## Jacques Villiers passe en appel devant le tribunal d'Agen

(Suite de la p. 1)

Jacques Villiers passe en appel devant le tribunal d'Agen jeudi 20 mai à 14 heures.

Le comité de soutien s'est constitué pour mobiliser le plus grand nombre de gens prêts à lutter pour la libération immédiate de Jacques Villiers. Il appelle à une présence massive, mais dans le calme au procès.

La mobilisation sera la plus grande possible pour aller au tribunal, dans Aiguillon, les villages alentour, et dans tout le département. Les gens doivent se sentir concernés en signant les pétitions et s'engager en envoyant un soutien financier à Mme Villiers. Chaque travailleur propose de donner une journée de son travail pour aller à la ferme de Jacques Villiers. Le comité de soutien a refusé de demander aux organisations de la

gauche et aux centrales syndicales, au niveau du département, de prendre position en faveur du comité de soutien, qui est un comité d'individus, et si les organisations politiques veulent prendre position en tant que telles, elles le font comme certaines l'ont déjà fait (une section PSU, une section CFDT, un comité de viticulteurs, L'Humanité-Rouge, la GACOM, etc. Il apparaîtrait que les organisations de gauche viendraient pour récupérer l'action.

— La mobilisation doit se faire avant le procès et non après, il ne faut pas croire qu'en faisant moins de bruit, le jugement sera plus clément, on l'a vu la 1ère fois.

Adressons-nous aux électeurs que le patron des usines Sanders met en procès !

Le comité de soutien dit : « Il faut montrer notre force et non pleurnicher ». Jacques a pris une position

### IL Y A DES PORTS DE MENOTTES QUI NE SONT PAS INFAMANTS

(Suite de la p. 1)

« Les coups sont partis de partout ; à la fois de la cave Depelle et des vignes attenantes. » C'est là justement ce que n'ont cessé d'affirmer Siméoni et ses compagnons. Des coups de feu ont été tirés par d'autres que les occupants de la cave Depelle. Siméoni et ses compagnons démontreront dans les jours qui viennent que ce sont ces tirs-là qui ont tué un CRS. Mais quels en sont les auteurs ? Certaines rumeurs affirment qu'il s'agirait de CRS.

d'hommes. Accepter le verdict ? Non, il a le droit pour lui. »

Jacques Villiers dit : « J'ai donné une gifle, j'ai eu raison, c'est l'administration que j'ai giflée et non un juge. » Maître Leclerc le défendra aussi sur le terrain de la justice de classe. Il a été provoqué par ces fonctionnaires de la commission départementale d'agriculture. Ceux-ci disent aux nombreux petits paysans spoliés de leur droit à l'outil de travail, par les formes actuelles du remembrement : « Vous perdrez toujours parce qu'on vous aura à l'usure ! »

Ça fait 10 ans que de tribunaux en cours d'État justice a été rendue en sa faveur et en faveur des agriculteurs de sa commune, (dont il est le président du comité

de défense d'Aiguillon pour le remembrement).

Nous devons faire éclater la profonde injustice du remembrement qui ruine les petits paysans, dénoncer et prouver les « pots de vin » à la DDA (direction départementale de l'agriculture) ; le fond commun n'est qu'un véritable trafic d'argent. C'est une loi qui a été instaurée sous le gouvernement de Vichy. Il faut remuer ce que la bourgeoisie ne veut pas qu'on bouge.

Voici quelques propos recueillis :

— Après avoir provoqué Jacques Villiers, ils veulent essayer de le briser.

— Du moment que l'on a soif de justice on est dangereux.

— C'est une répression qui nous attend tous, à partir du moment où l'on se

risque à prendre une position politique, la justice envisage de nous faire le même sort qu'à Jacques Villiers.

— La justice a deux poids, deux mesures, c'est ce qu'a fait ressortir le Père Jean Carbone à la fin de la réunion du comité de soutien.

— Pour l'affaire de racisme du « Méridional », le procès a été reporté, pour l'affaire Ceccaldi, pour l'affaire Roland Agret, il ne faut pas que certaines choses se sachent. C'est pareil pour Jacques Villiers, qui dit fort justement qu'« en emprisonnant un syndicaliste la justice défend ses privilèges ».

A noter aussi que le comité de soutien relie tout le temps cette question à celle de l'emprisonnement de Romain Le Gal.

Correspondant HR

## Pour la libération de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques

### LA PROTESTATION SE DEVELOPPE

Des motions et messages exigeant la libération de notre camarade Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques continuent à nous parvenir. Voici par exemple le texte de la motion que nous ont adressée les sections syndicales CFDT et CGT de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération grenobloise.

Le 6 avril 1976 à Lorient 4 militants de L'Humanité-Rouge sont interpellés lors d'un collage d'affiches, leur voiture est fouillée, au titre du nouveau décret pris pour la soi-disant lutte contre le banditisme. Le 8 avril, à 6 heures du matin, 3 d'entre eux sont arrêtés après encerclement de leur quartier par la police et perquisition de force sans mandat. Le 12, ils sont inculpés et déferés devant la cour de sûreté de l'État pour « reconstitution de ligue dissoute » (le PCMLF interdit en 1968). Depuis l'un d'entre eux, Romain Le Gal est toujours détenu à la prison de Fresnes, et deux autres militants ont aussi été déferés devant la cour de sûreté de l'État. Tous les inculpés sont membres de la CFDT.

Ces nouvelles arrestations s'inscrivent dans le cadre d'une répression de plus en plus dure contre l'ensemble des travailleurs en lutte :

— arrestation et inculpations de plusieurs dizaines de militants et soldats en décembre,  
— arrestation et maintien en prison de militants corses,  
— arrestation d'un viticulteur Albert Teisseyre,  
— arrestations et expulsions de plusieurs dizaines de travailleurs immigrés (Algériens et Pakistanais, entre autres),

— la libération de Romain Le Gal ainsi que celle de tous les prisonniers politiques

— la levée des inculpations

— l'annulation des décrets « antibanditisme »

— la dissolution de la cour de sûreté de l'État

— l'arrêt de toute expulsion de travailleurs étrangers

Par ailleurs, les sections syndicales CFDT et CGT demandent à leurs syndicats ainsi qu'à l'ensemble des organisations syndicales de prendre position sur l'inculpation des militants de L'Humanité-Rouge et de développer la riposte de masse contre la répression de façon de plus en plus offensive.

Cette protestation prend également un caractère international illustré notamment par ce message des marxistes-léninistes de Turquie :

Chers camarades,  
Les marxistes-léninistes AYDINLIK de Turquie présentent leurs entières solidarités internationalistes, ainsi qu'au camarade Romain Le Gal et à tous les militants marxistes-léninistes victimes de la répression policière.

Nous soutenons fermement la campagne dirigée par les marxistes-léninistes de France contre la répression pour la libération du militant marxiste-léniniste R. Le Gal et tous les détenus politiques.

Camarades, avec la mobilisation des larges masses

et du prolétariat de France contre la répression de la bourgeoisie monopoliste, votre lutte est la nôtre.

Comment ne pas rappeler le lien fraternel et internationaliste qui lie nos deux peuples dans sa lutte pour une vie meilleure pour la cause de la révolution.

Puissent la solidarité révolutionnaire entre nos deux peuples se consolider et se développer sans cesse.

13 mai 1976  
Les marxistes-léninistes  
AYDINLIK  
de Turquie.





Lip

## LA COURONNE DU MENSONGE REVIENT AU PCF

Le 6 mai dernier, le bourgeois révisionniste Paganelli faisait à la porte de l'usine Lip à Palente (au nom du PCF) une déclaration « historique » tant les mensonges étaient grossiers et le verbiage démagogique. Nous avons à ce moment-là dénoncé cette propagande réactionnaire, digne des plus beaux fleurons contre-révolutionnaires. Le 13 mai, l'union locale CFDT de Besançon a diffusé quel-

La déclaration de Paganelli commençait ainsi : « Si une fois au moins n'était pas coutume, nous nous permettons de solliciter avec une courtoisie insistante (!) la plus parfaite objectivité de l'information (objectivité du même tonneau que celle de Minute ! — NDLR). Nous ne le demandons pas pour nous, mais pour le personnel de Lip dont nous mesurons l'angoisse. » L'angoisse ! Elle est du côté de la bourgeoisie (du PCF aux RI) qui tremble de tous ses membres devant la montée d'un mouvement révolutionnaire de masse.

Paganelli prétend : « Nous sommes, sans la moindre réserve, décidés à mettre toutes nos forces, tout notre dévouement, au service des employés de Lip ! »

### REPONSE DE L'UL-CFDT

Mais laissons répondre l'UL-CFDT :

« Si cela n'est pas une simple hypocrisie, si cela est un engagement sérieux, nous faisons quelques propositions concrètes au PCF : il pourrait, par exemple, arrêter de déverser dans

les commentaires démontant les « arguments » du triste sire Paganelli. Cette réponse remet les dirigeants bourgeois du PCF à leur place. C'est une juste riposte à la propagande des révisionnistes qui, tout en voulant donner des leçons de « lutte de classe », font tout pour briser les grèves, à commencer par le grand mouvement de mai-juin 68 en passant par la grande lutte des Lip en 73-74.

l'Humanité des flots de calomnies contre Lip et leurs délégués ; au lieu d'écrire n'importe quoi dans ce journal, il pourrait faire des articles sérieux qui correspondent à la réalité ; il pourrait même avoir une position de classe et défendre strictement les intérêts des salariés, au lieu de tendre la main aux patrons des PME de l'horlogerie... Mais c'est peut-être trop demander...

« Serge Paganelli conteste la décision d'inviter toutes les personnalités à l'occasion des « portes ouvertes ». Cette décision a été prise, après discussion, par l'Intersyndicale CGT-CGC-CFDT ; il était clair pour chacun que l'invitation aux actionnaires et aux élus de droite avait pour but de les mettre au pied du mur, de les obliger à prendre publiquement leurs responsabilités. Ils ne s'y sont d'ailleurs pas trompés ; aucun d'eux n'est venu ! »

« Alors il faut une singulière mauvaise foi à Paganelli pour affirmer qu'il s'agit, pour l'Intersyndicale, de préparer une « sainte alliance réunissant les victimes et leurs bourreaux ».

« Lorsque Georges Séguin invitait Ceyrac du CNPF à venir chez Triton ou dans d'autres usines occupées, le PCF n'y avait pas trouvé à redire. Et d'ailleurs, Serge Paganelli lui-même, au Conseil général, s'assied à la même table que les réactionnaires. Accepte-t-il qu'on l'accuse de « sainte alliance » avec les notables de droite ? (...) »

« Par une telle déclara-

tion, le PCF démontre clairement qu'il n'a aucun respect pour les travailleurs et leurs organisations représentatives (...) »

« Pour le PCF, le problème est simple : une lutte qu'il ne contrôle pas est une mauvaise lutte ; un mouvement qu'il ne dirige pas est un mauvais mouvement. Et tous les moyens sont bons pour ramener les travailleurs dans « le droit chemin », c'est-à-dire les ornières du PCF.

« Paganelli rappelle le passé de lutte du PCF ; c'est une réalité que nous respectons. Mais un passé aussi prestigieux ou héroïque soit-il, ne peut pas servir de caution ou d'excuse aux erreurs présentes : la valeur politique et l'immense courage de Lénine et des révolutionnaires russes en 1917 ne peuvent pas excuser la dictature bureaucratique régnant aujourd'hui à Moscou. (...) »

Enfin pour terminer, la CFDT indique que Paganelli et le PCF ont choisi le « moment même où patronat et gouvernement allient leurs efforts pour écraser nos camarades de Palente. Cet acte est une insulte à la mémoire des militants ouvriers, communistes et socialistes, qui ont lutté dans le passé pour construire l'unité de la classe ouvrière. »

Et la CFDT conclut fort justement que :

« c'est le parti qui doit être au service des travailleurs et non les travailleurs placés sous le joug du parti. »

En conclusion, nous pouvons dire que, dans le fond, la politique de plus en plus ouvertement réactionnaire du PCF est une excellente chose, elle contribue à élever la prise de conscience politique des masses : le révisionnisme est un ennemi dangereux qu'il faut abattre sans hésiter.

### TOULOUSE

Les « ateliers de la Haute-Garonne » à Flourens, mécanique de précision, travaillant en sous-traitance pour la SNIAS, Bréguet, Dassault, sont en grève depuis 10 jours contre les nouvelles classifications de la métallurgie, contre les brimades et les humiliations des petits chefs.

La grève illimitée est reconductible tous les jours en AG.

Correspondant HR.

## la France des luttes

### Rhône-Poulenc : lock-out au péage de Roussillon

## Riposte de tout le trust

La direction générale de Rhône-Poulenc Textile (RPT) vient de lockouter l'usine de Péage-de-Roussillon (Isère) pour une durée indéterminée. La direction a l'audace de prétendre que la grève qui a eu lieu de 13 à 17 heures lundi 17 mai « perturbe la production »... Et les 515 licenciements qu'elle envisage de faire ne vont-ils pas perturber gravement le budget des travailleurs qui seront à la rue !

C'est bel et bien une atteinte au droit de grève, et quand le PDG Gillet prétend cyniquement d'ailleurs, qu'occuper ou séquestrer un cadre c'est illégal, mais pour ce triste sire le lock-out serait légal !!

Nous pouvons remarquer que les manifestations de la violence patronale sont extrêmement variées et les travailleurs y sont confrontés à chaque instant de leur vie à travers :

— les licenciements massifs entraînant 1,5 à 2 millions de chômeurs dans le pays, et les 515 licenciements annoncés à RPT de Péage-de-Roussillon, qui sont autant d'atteintes au droit au travail pour tous.

— le chômage partiel qui ampute gravement le pouvoir d'achat des travailleurs et que connaissent bien les travailleurs de Rhône-Poulenc.

— la mise à mi-temps arbitraire du personnel féminin de RPT.

— les mutations autoritaires avec menaces de licenciements.

— les conditions de travail qui se dégradent pour améliorer la productivité et entraînent des accidents de travail, et des morts.

— la répression antisyndicale avec un exemple parmi tant d'autres : les licenciements de 2 délégués CFDT de l'usine de Vitry et la tentative de licenciement à RPT le 24 décembre 1975 de 14 délégués CFDT et de 10 CGT, etc.

Il est de plus en plus nécessaire, conformément à l'aspiration des masses de mettre en pratique à Rhône-Poulenc le mot d'ordre de tous ensemble et en même temps. Il est de plus en plus nécessaire de se mettre en grève générale dans la chimie, le textile, la pharmacie et les films, c'est un objectif qu'il nous faut atteindre pour combattre Renaud Gillet et refuser tout licenciement.

Il faut aussi mener la lutte politique contre la récupération des mouvements et les illusions que répandent les dirigeants du PCF et de la CGT entre autres par la nationalisation « miracle ». Il faut également lutter classe contre classe pour une réelle mobilisation de longue durée de tout le trust, ce n'est qu'ainsi que nous pourrions obtenir satisfaction contre les licenciements et frayer la voie à la révolution prolétarienne.

Les communistes marxistes-léninistes de Rhône-Poulenc Vitry.

### A l'Argus de la presse parlée Manifestation des femmes travailleuses

En grève depuis le 26 mars (cf. HR No 485), les femmes travailleuses de l'Argus de la presse parlée organisent une manifestation devant le siège de l'Argus de la presse, 21 bld Montmartre, le mercredi 19 mai à midi.

C'est pour briser le mur du silence qui se fait sur leur lutte, que les femmes de l'Argus de la presse parlée descendent dans la rue.

Elles se battent courageusement devant un patron qui ne connaît que : « répression » au lieu d'« augmentation », elles se battent pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, beaucoup d'entre elles ne gagnent en effet que 10 F brut de

l'heure ou 1730 F par mois, les horaires sont encore de 44 h par semaine avec des conditions de travail déplorables : 8h sur 8h à écouter la radio, et retranscrire en mini-cassette d'une minute des informations qui seront vendues 140 F la cassette.

« Nous nous battons, disent-elles, contre les conditions de travail imposées aux femmes, contre les brimades et les insultes. Nous voulons et nous aurons satisfaction ».

Oui elles se battent pour être respectées, avoir les mêmes droits que leurs camarades hommes, à travail égal salaire égal. Soutenons leur lutte qui est une lutte de classe.

### Marseille

## La confiserie Haribo en grève

L'usine emploie 310 ouvriers, essentiellement personnel féminin et immigré, une autre usine Haribo se trouve en Allemagne. Le 13 mai dans l'unité les ouvriers avec leur section syndicale CGT demandent une nouvelle fois une augmentation de salaire pour un taux horaire à 10 F. Une nouvelle fois la direction refuse. Au lieu d'écouter les légitimes revendications des ouvriers, le patron essaie de se faire plaindre : « La campagne anti-colorants est catastrophique pour nous. L'usine est en difficulté. Les 5 centimes d'augmentation correspondant au taux horaire de 10 F amèneraient à la fermeture de l'usine et nous serions tous au chômage, vous comme moi ».

Les ouvriers ne se sont pas laissés avoir par ces pleurnichements du patron. Car, la production n'a pas baissé, les quarts viennent d'être instaurés (les ouvriers travaillent

en quart). Aussi après la grève nationale du 13 mai, et devant l'intransigeance patronale, les ouvriers ont décidé avec leur section CGT une grève à partir du lundi 17 mai jusqu'à l'obtention de leur revendication sur les 10 F de taux horaire.

Au deuxième jour de grève, mardi 18, le patron n'a trouvé comme réponse que le chantage au chômage et à la faillite. La grève est suivie par tous les ouvriers et ouvrières de la production (1/3 du personnel). Quelques chefs font marcher les machines, mais c'est plus pour démoraliser les grévistes, que pour poursuivre efficacement la production.

Les grévistes ont eu la visite des travailleurs de Griffet qui se trouvent juste à côté. Les ouvriers sont décidés à tenir jusqu'à leur victoire et à obtenir le taux horaire de 10 F.

### Grève au service de liquidation de l'ex-ORTF

Les employés du service de liquidation de l'ex-ORTF sont en grève mardi 18 et mercredi 19 mai pour obtenir leur reclassement et leur titularisation dans la Fonction publique.

Ce service est créé depuis le 1er janvier 1975, jour de l'éclatement de l'ORTF. Le personnel diplômé avait été recruté à l'agence nationale de l'emploi, avec la tâche de régler les problèmes issus de cette restructuration. Les employés avaient un statut d'auxiliaire de la fonction publique et étaient alignés sur le statut de TDF (télé-diffusion française) en ce qui concerne leur salaire.

Après une récente grève début mars, (cf HR No 476) les employés du service de liquidation de l'ex-ORTF obtenaient la garantie de reconversion à niveau égal à l'issue de leur activité, le plan devait être publié le 15 avril, mais Jean-François Vincent, le chef du service n'a pas tenu ses engagements.

Par cette nouvelle grève, expliqua le responsable CFDT « nous voulons obtenir la titularisation immédiate en catégorie « C » de tous les agents reclassés dans la fonction publique, l'égalité de nos salaires et l'assurance de leur progression ».





## Lettre ouverte des «groupes de femmes de Rouen» à la CGT

Nous venons de recevoir de la coordination des groupes Femmes de Rouen, un article éloquent sur le rôle du service d'ordre de la CGT le 1er Mai vis-à-vis des femmes.

A la suite des incidents qui ont marqué la manifestation du 1er Mai — à Paris, agression du cortège des femmes par le service d'ordre de la CGT, à Rouen où nous avons été délibérément écartées des cortèges syndicaux et rejetées en fin de manifestation, — nous avons adressé la lettre ouverte ci-jointe à la CGT.

Pour la deuxième année consécutive, un cortège de femmes s'est joint à la manifestation du 1er Mai. Nous, femmes, voulions manifester pour dénoncer le caractère spécifique de notre oppression, et aussi pour exprimer notre solidarité avec tous ceux qui luttent et qui reconnaissent dans le système capitaliste l'instrument de leur oppression. En dépit de l'hostilité rencontrée en mai 75, dans les rangs même des manifestants — ne nous avait-on pas demandé avec hargne et mépris si nos soutien-gorge nous servaient de banderoles ? — nous étions dans la rue le 1er Mai 76, avec l'idée que, peut-être, un an après, le progrès aurait pénétré les esprits...



Répondant du tac au tac aux attaques du SO CGT, les femmes manifestent (Paris 1er Mai) (photo Adja).

C'était oublier que la bourgeoisie avait mis un terme à l'année de la femme, et que benoîtement, les organisations syndicales lui emboîtaient le pas.

Nous qui étions là, nous nous sommes vu rejetées en fin de manifestation, quelques minutes après le départ des différents cortèges, sous l'œil bienveillant et avec l'aide, ô combien efficace, du service d'ordre de la CGT. Nous n'avons pas été repoussées manu militari ! Merci messieurs ! Est-ce l'effet d'une bonté dont n'a pas bénéficié à Paris le cortège autonome des femmes ? Devrions-nous par hasard remercier le SO CGT rouennais de ne pas nous avoir

insultées de manière ordurière, de ne pas nous avoir frappées ? (à Paris, des membres de ce même SO ont tenté de renverser une camionnette qui transportait des enfants de manifestantes en criant : «Les fils de putes, on s'en fout !» Nous, les femmes, les «putes» sommes en droit d'exiger un désaveu public de telles pratiques !

A Rouen, on nous a juste écartées des cortèges «responsables» : était-ce une invite à rejoindre nos fourneaux ?

Nos mots d'ordre ont été ignorés, même ceux qui concernaient des luttes qui se mènent de façon mixte, tels que : «toujours autant d'avortements clandestins !» Par contre nous avons repris souvent des mots d'ordre lancés par les autres cortèges. Doit-on y voir une volonté délibérée de ne pas reconnaître le mouvement des femmes ?

C'est plus que cela : par les coups, les injures, les rejets systématiques, s'exprime la volonté de briser un mouvement qui est devenu une force.

Bas les masques ! A quoi sert la campagne menée par la CGT en direction des femmes ? Tous ces beaux discours ne seraient-ils qu'un moyen de trouver une force d'appoint non négligeable pour le syndicat ? Car lorsque les femmes prennent elles-mêmes leurs luttes en main aux discours paternalistes succèdent les injures sexistes.

Que l'on ne vienne pas nous dire que les faits exposés ne sont que des «bavures» de militants incontrôlés : utiliser comme argument la différence des niveaux de conscience des militants ouvriers, c'est se dédouaner à bon compte, quand rien n'est mis en œuvre pour combattre le sexisme dans la classe ouvrière.

Les organisations syndicales sont entièrement responsables, quand elles se refusent à rompre dans les faits avec l'image de la femme dans cette société : maman, bonniche, ou putain, et qu'elles se contentent de dénoncer son exploitation économique.

D'ailleurs s'il y a si peu de femmes dans les cortèges syndicaux (et politiques) — cf le 1er Mai — ce n'est pas seulement parce qu'elles sont confinées à la maison, mais aussi parce qu'elles ne se sentent pas bien intégrées dans ce type de manifestations et de structures syndicales qui ne répondent pas à leurs aspirations autres qu'économiques.

Quel socialisme préparez-vous sans nous ? Quelle société nous préparez-vous ?

Une société où les femmes auront un peu plus d'avantages sociaux et matériels qu'aujourd'hui ? où le progrès aidant, nous aurions à notre disposition des crèches plus nombreuses, des installations collectives meilleures ? C'est déjà très bien, c'est vrai !

Et alors, disons-nous, et alors ?

Nous voulons préparer dès maintenant les conditions qui favorisent notre épanouissement, qui ne nous imposent plus les cadres traditionnels de notre condition : «Oui papa, oui patron, oui chéri».

Le socialisme permettra l'expression de tous les opprimés... Nous sommes en

train de construire notre existence collective et nous ne nous tairons plus.

Nous revendiquons le droit de faire partie du collectif organisateur des manifestations auxquelles nous participerons.

Femmes exploitées, battues, violées, prostituées, lutte solidarité.

Coordination des groupes  
Femmes en lutte



Issy les moulineaux

## LA GREVE CONTINUE A LA BLANCHISSERIE DE GRENELLE

La blanchisserie s'est spécialisée dans la location et l'entretien du linge pour des grosses entreprises comme des hôtels, des hôpitaux, des abattoirs, des usines. Parmi le personnel une grande partie de femmes et d'hommes immigrés, des salaires très bas ; souvent à peine 1 400 F, et quand certaines ouvrières atteignent 1 600 à 1 700 F c'est qu'elles ont travaillé en fait près de 200 heures dans le mois. Malgré cette réalité incontestable que chacun peut vérifier en discutant à la porte de l'usine, en regardant les barèmes de salaires affichés par les grévistes, le patron ose prétendre que son personnel est le mieux payé de toute la profession.

### LA BLANCHISSERIE DE GRENELLE C'EST LE BAGNE

En ce qui concerne les conditions de travail, ce n'est pas mieux, les cadences sont dures, les conditions d'hygiène souvent désastreuses : dans le linge sale, il n'est pas rare de trouver des puces et jusqu'à des rats crevés !

La direction n'accorde pas de pause casse-croûte (15 mn) comme le demandent des ouvrières. Pour obliger les travailleurs à faire les cadences, ou même plus, le patron a maintenu le salaire à la prime, pour gagner les quelques miettes du boni en plus, il faut

s'esquinter au boulot, littéralement. Mais cela les travailleuses et travailleurs de la blanchisserie ne l'acceptent plus. Depuis le vendredi 23 avril ils occupent l'usine et réclament : 1 800F minimum par mois, l'augmentation de la prime de vacances (de 400 à 600 F), la suppression du salaire au rendement, une pause casse-croûte. Comme nous le signalions dans notre édition datée de samedi, la section CGT avance également la revendication d'augmentation de 5 % des salaires, ce que critiquent de nombreux travailleurs qui veulent une augmentation qui soit la même pour tous.

Lundi quand le patron a pointé son nez avec un huisier pour essayer de faire appliquer une décision du tribunal des référés demandant l'évacuation de l'usine, il a vite rebroussé chemin devant la détermination des centaines de grévistes présents.

### UNE COMBATIVITÉ INTACTE

Mardi après l'assemblée générale où la poursuite de la grève venait d'être décidée, la même détermination revenait sur beaucoup de lèvres : «On n'a pas tenu si longtemps pour céder, sans rien obtenir aujourd'hui, nous continuerons, jusqu'à satisfaction.» Un groupe d'ouvrières, parmi

la France des luttes

## LES ST GOBAIN-ISOVER OCCUPENT

### LA MAIRIE D'ORANGE

En grève depuis le 20 avril, les ouvriers de l'usine Saint-Gobain-Isover d'Orange (Vaucluse) ont occupé symboliquement, lundi après-midi, la mairie d'Orange pour sensibiliser l'opinion publique de leur lutte.

L'usine Saint-Gobain-Isover d'Orange, produit avec l'usine de Retigny près de 20 % de la consommation mondiale de laine de verre.

Elle emploie 400 salariés dont 80 % sont actuellement en grève pour des augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail, le respect des droits syndicaux et la révision des classifications.

Après avoir occupé l'usi-

ne 4 jours, les dirigeants CGT/PCF et certains suivistes de la CFDT ont fait évacuer l'usine par les grévistes afin de faire «respecter la liberté du travail».

Les travailleurs n'en sont pas moins combattifs et conscients, ils déjoueront les pièges, la trahison de leurs pseudo défenseurs que sont ces «bonzes» syndicaux pour qui tout passe par les «nationalisations» ou le «programme commun».

## Marseille GREVE

### A LA SOPAD

Les travailleurs postés (de nuit) syndiqués et non syndiqués de l'entreprise SOPAD (Nestlé) de St Menet dans le 11e arrondissement de Marseille qui sont au nombre de 600, ont décidé le 2 mai à 21 heures par vote à bulletin secret d'appeler à la grève. Ils en sont aujourd'hui à leur 13e journée, ce qui ne s'était jamais vu depuis 1968. Les travailleurs postés manifestent ainsi leur ferme intention d'obtenir satisfaction à leurs revendications qui sont : l'amélioration des conditions de travail et une prime de quart équivalent à une heure de salaire au coefficient 135.

Les travailleurs de la journée ont manifesté leur soutien par la donation de leur prime d'assiduité.

Correspondant HR.

## ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques Jurquet

Recueil de textes  
de 1965 à 1971  
présentés par  
Camille Granot

Prix : 30 F

quel la justice de la bourgeoisie apporte une fois de plus son soutien en ordonnant l'évacuation de l'usine. Organiser la popularisation et la riposte à toute agression policière ou des jaunes (cadres et maîtrise) qui se tiennent chaque jour à distance respectueuse de l'usine, voilà ce qui sera décisif dans les jours à venir selon les propos mêmes de plusieurs grévistes.





## IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'ICI LE 30 JUIN

### Etre à l'offensive pour remporter cette importante bataille politique

Au soir du 17 mai, le total de sommes souscrites a atteint 114 00 F. C'est dire que nous devons maintenant, de façon impérative, redoubler d'efforts, tous ensemble, pour collecter d'ici le 30 juin les 25 millions dont a besoin «l'Humanité rouge». Chaque jour d'ici la fin juin, 5 500 F

doivent parvenir à notre journal. En avant camarades, amis, lecteurs, c'est tous ensemble que nous parviendrons à rassembler la somme nécessaire ! Faites nous connaître vos expériences concrètes, vos initiatives pour mener à bien cette importante campagne de souscription.



#### Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte-chèque postal : L'Humanité-rouge - CCP 30 226 72 La Source.

Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refuserons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbres-poste, etc...

Pour les versements en timbres, il est préférable de répartir les sommes souscrites en timbres à 0,80 F et à 0,60 F. Cela facilite leur utilisation ultérieure pour nos expéditions, puisque mis à part celui à 0,80 F, le tarif d'affranchissement qui revient le plus souvent est celui de 1,40 F (0,80 plus 0,60).

## Correspondance

### Du tac au tac, au jour le jour

Qu'il soit devenu quotidien, voilà qui améliore énormément le rôle et l'impact que peut avoir notre journal. Un événement survient-il, ou y a-t-il un rebondissement imprévisible dans une affaire importante ? Désormais «l'Humanité rouge» peut en donner l'information et l'accompagner du point de vue des marxistes-léninistes sans attendre le délai astreignant d'une semaine. Encore faut-il pour cela que nous soyons informés de la meilleure façon possible. Etre informé au jour le jour pour pouvoir répondre du tac au tac. Voilà vers quoi nous devons tendre.

Ce numéro, bien sûr, n'est pas l'usage exclusif des militants marxistes-léninistes. Il est ouvert largement à tous nos lecteurs désireux non seulement de nous faire parvenir des articles rédigés, mais aussi de simples informations qu'ils pensent pouvoir nous intéresser.

C'est dans ce but que nous avons décidé de publier régulièrement un numéro de téléphone où l'on peut correspondre avec le journal grâce à un répondeur automatique.

Ces informations peuvent soit être utilisées directe-

ment par nous, soit être utilisées pour notre documentation, soit encore être le point de départ de reportages sur place si cela est nécessaire.

De nombreux lecteurs, notamment provinciaux, ont regretté le retard que nous accusons dans la publication par le journal des informations en provenance de province. La correspondance téléphonique devrait nous permettre de résoudre ces difficultés, du moins en partie.

Encore un mot : pour bien utiliser le répondeur, conformez-vous aux indications ci-contre. Merci.

Amis lecteurs  
aidez-nous  
achetez toujours  
L'Humanité rouge  
dans le même kiosque



POUR CORRESPONDRE  
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

## Après le refus de sa mise en liberté provisoire

### LE MOUVEMENT POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE ROMAIN LE GAL DOIT S'ELARGIR

Ici et là, des militants marxistes-léninistes profitent des rassemblements de travailleurs organisés à leur initiative pour adresser à l'ouvrier lorientais, Romain Le Gal, des lettres collectives de soutien. Cela a notamment été le cas lors d'un récent meeting organisé par «l'Humanité rouge» à Saint-Brieuc. C'est une excellente initiative, qu'il convient de généraliser pour réaffirmer à notre camarade détenu depuis un mois et demi à la prison de Fresnes nos sentiments de classe prolétariens, et notre soutien total.

Au camarade R. Le Gal, départemental de l'Humanité rouge à l'occasion du 1er mai te saluent fraternellement, camarade Le Gal.

ainsi que tous les emprisonnés politiques et t'assurent de leur solidarité de classe ainsi que de leur détermination à obtenir votre libération à tous, comme la levée de toutes les inculpations et la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat.

La bourgeoisie te frappe, mais elle ne t'abattrà pas.

Les 200 travailleurs présents à l'unanimité Saint-Brieuc

Cher camarade, Je t'écris au nom du CDHR Arevalo, pour t'apporter notre soutien militant et te dire que tu n'es pas seul face à la répression.

La bourgeoisie s'affole de voir tous ces poings brandis contre elle, elle s'affole de voir la lutte des masses populaires se développer. C'est pourquoi elle jette bas le masque du «libéralisme» et fait usage contre les travailleurs, de sa violence de classe au travers de SON appareil d'Etat, par SA police, SA justice.

C'est la même violence qu'elle exerce contre le

docteur Siméoni, contre le viticulteur Albert Teisseyre, contre Roland Agret, contre toi et les camarades marxistes-léninistes de «l'Humanité rouge» arrêtés en même temps que toi. Même violence quand elle fait intervenir les CRS dans les usines occupées, quand elle fait charger les manifestations étudiantes, quand elle fait expulser les travailleurs immigrés en lutte comme à la Sonacotra.

Et elle a bien raison d'avoir peur devant le développement des luttes, mais c'est à tort qu'elle s'efforce d'intimider les travailleurs par sa répression, elle ne fait au contraire que renforcer leur détermination à renverser l'exploitation et l'oppression capitalistes sous toutes leurs formes.

Dissolution immédiate de la cour de sûreté de l'Etat !

Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

Halte à la répression !

CDHR Arevalo

Soutenez Romain Le Gal  
Ecrivez-lui

R. Le Gal 655583 1è division - Maison d'arrêt de Fresnes - Cellule 351B 1 - Division Leclerc 94261 Fresnes.

## Au cœur de Paris

### UNE SEMAINE D'ACTION SUR LE CHOMAGE

Une union locale CFTD, le syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) et un comité de chômeurs des 1er, 2è, 3è et 4è arrondissements de Paris organisent du 24 mai au 2 juin une semaine d'action sur le chômage.

Le 2 juin, 6 heures sur le chômage seront organisées à la Bourse du travail sur les thèmes suivants :

- Lutte et organisation des chômeurs, avec un montage audio-visuel ;

- Les femmes et le chômage, avec la participation du groupe La carmagnole ;

- Les jeunes et le chômage, avec débat sur la réforme Haby-Soisson, où participeront des jeunes de CET, des maîtres auxiliaires, etc. ;

- Les expulsions et le chômage.

Dans l'une des salles de la Bourse, l'information sera faite par voie de panneaux, et il y aura également des stands, tandis que dans une autre se tiendront des forums.

La CGT a refusé tout net de participer à la préparation de cette journée du 2 juin. Mais la proposition n'en a pas moins recueilli à ce jour l'appui de plusieurs organisations de masse, et notamment de 4 comités contre les expulsions - intercomité du Marais, comité justice et paix, comité Saint-Paul et comité François Miron -, des groupes femmes des 3è et 4è arrondissements, des étudiants et du comité de grève d'Arts et Métiers, du Syndicat de la magistrature, du Mouvement d'action judiciaire, etc.





culturel

## A propos de la Coupe d'Europe de football

## Dans les écoles COMMENT ON APPREND A SPECULER

Il se passe actuellement, dans les CEG, CES et CET notamment, des choses très intéressantes qui nous permettent de voir comment la bourgeoisie s'y prend pour faire passer son idéologie pourrie dans la tête des enfants d'âge scolaire et plus spécialement de ceux qui ont de 10 à 15 ans.

En lien avec le championnat de France de football et à partir de l'engouement légitime des enfants pour les sports collectifs et notamment le football, une société d'édition franco-italienne vend un album de photos intitulé «Football 76» au prix de 2 F. Il faut acheter ensuite les photos et les coller dans l'album.

Cet album comprend différentes parties : les différentes coupes de football qui existent (coupe de France, coupe du monde, coupe d'Europe des clubs champions, etc.), les équipes qui participent au championnat de France de 1re division (drapeau du club, entraîneur, joueurs), puis les photos des «grands» joueurs étrangers et enfin des dessins humoristiques sur le football. Soit 400 photos. Ces photos s'achètent au prix de 0,50 F les 6, dans un emballage tel qu'on ne peut savoir les photos qu'on achète.

Avec la prestation de St-Etienne face à Kiev et sa qualification à la finale de la coupe d'Europe des clubs

champions, ces albums n'ont cessé de pulluler. Et, comme on ne sait pas celles qu'on achète, on se retrouve avec des photos «en double». Si on fait un rapide calcul, 6 photos à 0,50 F ça représente environ 0,08 F la photo. Eh bien, les «doubles» se revendent couramment 0,20 F pièce et, dans le cas des photos de l'ASSE, 0,50 F et même, dans certains CES, cela va jusqu'à 2 F pièce (la photo de Curkovic atteint les 5 F !).

La bourgeoisie, en plus de l'argent qu'elle gagne (le prix «théorique» de l'album complet est de 35 F), apprend aux enfants à spéculer, à jouer aux petits capitalistes : en apprenant les lois de l'offre et de la de-

mande et à en profiter pour son compte. Non contente d'utiliser l'école, la télé, les journaux pour enfants, elle trouve encore d'autres moyens pour inculquer aux fils et filles de travailleurs, futurs travailleurs, que si les patrons s'enrichissent, font des profits, c'est parce qu'ils savent, mieux que les autres, utiliser les lois «naturelles» de l'offre et de la demande, la preuve, on nous l'a appris à l'école.

Voilà ce que la bourgeoisie inculque aux enfants en se servant de la coupe d'Europe des clubs champions, sans oublier l'esprit chauvin, le «patriotisme de clocher» qu'ont déversé à flots les mass-média.

Un lecteur d'Orléans.

## Sport

## Pour les Jeux Olympiques de 1980 à Moscou BREJNEV FAIT DU CHARME A FORD

Les Soviétiques ont promis du coca-cola, du poulet pané et une politique des portes ouvertes aux Jeux Olympiques d'été de 1980 à Moscou. En échange, ils sont à la recherche de capitaux américains pour le financement des Jeux.

C'est ce qu'a déclaré en substance Koval, vice-président du Comité d'organisation des Jeux de Moscou, au cours d'une conférence de presse, mardi, à New-York.

Koval a déjà mené des négociations avec des compagnies américaines (notamment alimentaires) qui pourraient contribuer au paiement de la facture olympique en recevant en échan-

ge des licences en URSS. La contre-valeur de ce marché pourrait atteindre, selon Koval, plusieurs centaines de millions de dollars.

Encore une politique de prestige qui se réalise sur le dos du peuple soviétique.

## «RUPTURE»

Ce film sera présenté  
par l'Association des Amitiés  
Franco-Chinoises

Judi 20 mai à 20 h 30  
Salle de la mutualité

entrée 7 frs

## Programmes TV

## JEUDI 20 MAI

TF-1 19h05 : Feuilleton — 4e épisode.

19h20 : Actualités régionales.

20h00 : Journal.

20h30 : L'Homme d'Amsterdam. Feuilleton en 6 épisodes. Dernier épisode.

21h20 : L'événement. Magazine d'actualité d'Henri Marque et Christian Bernadac.

22h50 : Journal.

A-2 19h20 : Actualités régionales.

20h00 : Journal.

20h40 : Le Cousin Pons. D'après Honoré de Balzac. On y trouve une de ces fameuses mises en évidence des caractéristiques de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie de l'époque par Balzac, bourgeois lui-même. C'est l'aspect positif qu'en ont retiré Marx et Engels par la suite.

22h10 : Vous avez dit bizarre : émission de Jacques Lancelot. Thème : la science-fiction, ce domaine qui permet à toutes les théories réactionnaires de se développer. Films, chansons et interviews.

23h30 : Journal.

FR-3 19h20 : Actualités régionales.

19h40 : Tribune libre : la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) : le rôle de la CGT (et du PCF) dans le domaine sportif.

20h30 : La Bête humaine. Film de Jean Renoir (1938). Un des classiques du cinéma français. Lié plus ou moins au Front populaire, le film est une adaptation assez éloignée du roman de Zola. Renoir l'avait surtout fait parce que Jean Gabin voulait jouer le rôle d'un cheminot. C'est surtout une «histoire d'amour, dans le cadre du chemin de fer». Le film cependant a le rare avantage de montrer les personnages évoluer dans leur milieu qui est celui des travailleurs (ici les cheminots).

22h05 : Journal.

## Musique

## Chaque lutte doit avoir ses propres chœurs

La chanson programmée à coup de millions est largement aux mains de la bourgeoisie, puissant outil d'oppression de classe, elle prône sur toutes les ondes résignation et collaboration de classes. Dans nos usines, lycées et facultés, les campagnes, sur nos chantiers, chaque jour montre la force de cette arme. Et les bourgeois du PCF ne s'y sont pas trompés, recrutant leur venin jusqu'en les milieux les plus réactionnaires et décadents, les «artistes et spécialistes» qui rabattront les travailleurs à leurs meetings.

Si le mythe du spécialiste s'estompe peu à peu, il n'en demeure pas moins fortement ancré, et la chanson populaire et révolutionnaire ne fait que ses premiers pas — même si elle n'a jamais complètement disparu — depuis la trahison révisionniste. Ainsi où en sommes-nous, quand il est possible de retracer l'histoire des héros communs rien que par leurs chants...

Chaque lutte doit avoir ses chœurs ! Notre folklore est des plus riches, nous y avons la musique et rythme et nos grèves ont en elles paroles et slogans. Il ne reste qu'à «oser escalader la cime»...

Les capitalistes tiennent la chanson pour un vulgaire divertissement, faisons-en une arme d'AGITATION et de PROPAGANDE ; propager notre expérience de

combats classe contre classe, éduquer et renforcer la conscience des masses, tels doivent être nos axes et la chanson sera un point de ralliement au sein des entreprises, des syndicats, des comités, des quartiers, etc.

La pratique a conduit à poser une question du type chorale d'organisation ou chorale de masse ? La question ne serait-elle pas mieux formulée si nous disions d'abord à l'exemple de Mao — De l'art et de la littérature — : qui devons-nous servir ? (Devons-nous avoir pour tâche centrale d'assurer la partie culturelle d'un meeting ?) A quoi devons-nous œuvrer ?

Dans l'un ou l'autre des cas, notre ligne politique doit être une ligne de masse au service du peuple, pour l'unité de la classe ouvrière et des masses travailleuses contre l'obstacle révisionniste, pour la destruction du système capitaliste.

Dans l'un et l'autre des cas, l'unité ne se fait pas à coup de dogmes, de stéréotypes, elle se fait sur la pratique, c'est-à-dire en chantant les conditions de vie et de travail des masses, et ne commence-t-elle pas dans le recrutement même de la chorale ? Les masses doivent s'organiser, chanter leur condition de vie et cette unité se forgera dans le travail des chorales parmi

la classe ouvrière (lors des grèves, etc. et y compris comme cela fut fait par la chorale créée à l'initiative de la JCMLF Tours par les répétitions en des endroits publics au milieu des jeunes...).

L'expérience nous apprend que créer, s'organiser, chanter, est possible, nul besoin de grands spécialistes, il faut oser puis, comme le disait Lénine, apprendre, apprendre encore et toujours apprendre pour mieux servir le peuple.

Un lecteur  
militant du front  
culturel.

## RECTIFICATIF

Il était écrit dans l'article «La Jeune peinture à l'heure de son 27e Salon» dans notre édition d'hier : «... l'isolement dans lequel se maintient la Jeune peinture ! Vis-à-vis des travailleurs et des peintres progressistes et révolutionnaires, quand on voit la répression...». Il fallait lire : «l'isolement dans lequel la bourgeoisie cherche à maintenir la Jeune peinture vis-à-vis des travailleurs et des peintres progressistes et révolutionnaires. Quand on voit la répression...»

## BANLIEUE PARISIENNE

Dans le cadre des 6e Rencontres théâtrales de la MJC de Boulogne (carrefour du théâtre non-professionnel), le groupe des Hauts-Plateaux fait savoir qu'il joue ce soir 20 mai à 22 h «Madame la Paix». Cette courte création collective dénonce «le pacifisme bélant, les négociations-trahisons des faux amis de la classe ouvrière, les illusions de la détente et de la paix mondiale qui dissimulent les dangers de guerre en Europe dus à la rivalité URSS-USA». Le groupe des Hauts-Plateaux fait savoir également qu'il jouera «La Paix des Palestiniens» le vendredi 21 mai à 20h30. Il «évoque la naissance et le développement du sionisme et la création de l'Etat d'Israël, dénonce l'oppression dont est victime le peuple palestinien, présente la lutte révolutionnaire du peuple palestinien». Salle des fêtes 47, Gd Rue 92 Sèvres. Métro Pont de Sèvres. Bus 171-179. Train Sèvres-Montparnasse-St-Lazare.

## AIX-EN-PROVENCE

«Comment Yukong déplaça les montagnes». Cinéma le Paris, rue Fabrot. Tous les jours de 18h à 20h30 sauf le dimanche et les jours fériés. Jusqu'au 25 mai : L'usine de générateurs et Le professeur Tsien. Du 26 mai au 1er juin : Le champ pétrolier de Taking et La ville de Shanghai.

## REIMS

«Comment Yukong déplaça les montagnes». Du 24 mai au 29 mai. Tous les jours (sauf jeudi) à 18h et 21h. Le samedi 29 à 15h, 18h et 21h. Centre St-Exupéry, parc Léo-Lagrange. Pour le détail des projections téléphoner au 40-39-58. Semaine organisée par le cinéma «Actualités» et les Amitiés franco-chinoises.



# LA DEMOCRATIE SYNDICALE SERT LE MOUVEMENT DE MASSE

Les élections de délégués du personnel sont souvent l'occasion de montrer qu'en matière de démocratie syndicale il y a 2 conceptions antagoniques qui s'affrontent : la conception social-fasciste que veulent imposer les responsables CGT inféodés au PCF, et la conception démocratique qui consiste à partir de la volonté des travailleurs de choisir parmi eux les éléments qui se dévouent entièrement à la cause de leur classe et non à la propagande de «boutique» du genre : «C'est nous les plus beaux, les plus forts, votez pour nous».

Nous présentons ici 2 exemples types de ces positions de classe qui montrent bien que la démocratie syndicale, si elle est réellement mise en pratique, sert le mouvement de masse.

A l'entreprise Souriau de La Ferté-Bernard, dans la Sarthe, au cours des dernières élections des délégués du personnel, le bureau du syndicat CGT — dans une lettre de convocation aux élus CGT du personnel et du CE — donne les orientations suivantes :

«Il n'est pas inutile de souligner que chaque candidat ou élu est présenté par l'organisation syndicale et qu'en tant que militant de celle-ci il a des devoirs envers elle parmi lesquels notamment :

- diffusion des tracts syndicaux ;
- collectage des timbres syndicaux ;
- propagande des idées et des orientations de la CGT et en particulier diffusion des différents organes de la presse syndicale : Vie Ouvrière, Antoinette.

«Ces tâches étant primordiales pour la vie, le développement de la CGT.»

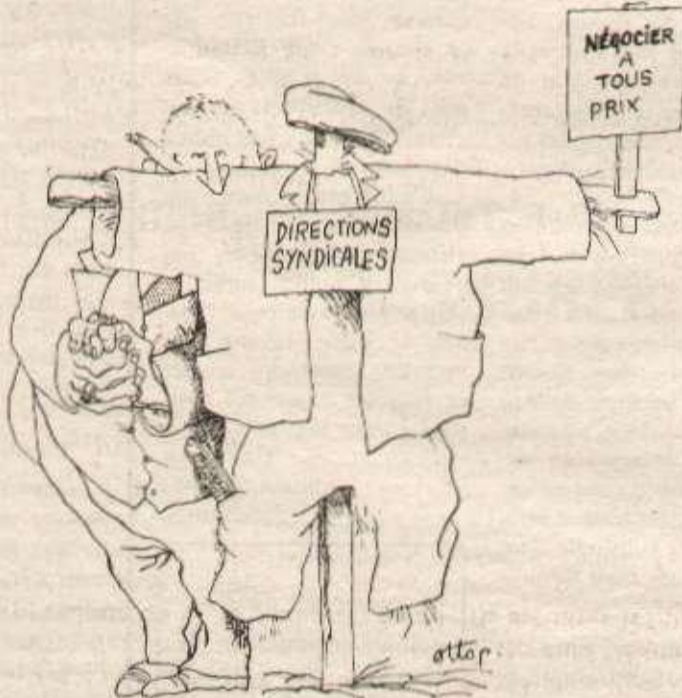
Quelle idéologie, quelle ligne politique sont donc contenues dans les

et le développement de l'organisation.»

Les syndiqués CGT n'ont nullement à accepter ce diktat, mais au contraire à le combattre, de même que les mensonges diffusés dans la V.O. sur Grandin (où les licenciements étaient présentés comme une victoire : mieux vaut 250 licenciements que 400 !) ou Triton (où les dirigeants soviétiques exigeaient que la CGT fasse arrêter la grève pour que leurs commandes puissent être livrées ; les révisionnistes français et russes présentant cela comme une aide «d'internationalisme prolétarien» !!!)

CHEZ KODAK  
A VINCENNES (94)

Peu importe l'étiquette syndicale, mais il est clair que chez Kodak c'est une toute autre conception qui domine dans la CFDT.



publications dites de la CGT ? Elles ne sont nullement l'émanation des points de vue des syndiqués CGT mais uniquement de la direction confédérale qui — chacun le sait — est inféodée au PCF et propage la ligne bourgeoise révisionniste. En voulant imposer que les militants CGT diffusent ces idées (par exemple le «Programme commun»), qui ne sont pas obligatoirement les leurs, ils bafouent ni plus ni moins les statuts même de la CGT qui indiquent :

«La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie

L'année dernière, suite à l'exclusion de la CGT d'un camarade, celui-ci — avec un certain nombre de ses camarades de travail — s'était syndiqué à la CFDT. Les travailleurs, révoltés par les méthodes totalement antidémocratiques des dirigeants CGT, portaient un rude coup aux révisionnistes du PCF et de la CGT : la CFDT progressait de 8 % sur l'ensemble des collèges et gagnait 7 sièges. Cela correspondait au début d'une lutte de masse contre certains aspects de la ligne révisionniste.

Cette année encore la CFDT progresse de 5 % dans les collèges ouvriers et employés, et gagne 3 sièges supplémentaires pris à la CGT.

Qu'est-ce qui permet à la CFDT d'élargir son audience sinon ses positions de classe et l'application de la démocratie syndicale ?

Les militants marxistes-léninistes de l'usine analysent les résultats de cette année comme étant le fait :

1) du refus de tout suivisme vis-à-vis de la CGT. Lorsqu'il y a eu unité d'action avec la CGT, cela s'est réalisé sur la base des revendications formulées par les travailleurs et en fonction des orientations définies par la CFDT.

ments de réflexion indispensables pour permettre à chacun de s'orienter, de décider, de diriger et de contrôler à tous les niveaux l'action revendicative.

- associer le plus grand nombre de syndiqués à l'activité de la section pour qu'ils favorisent partout où ils sont présents le débat sur les revendications, les orientations que propose la section aux travailleurs ; qu'ils enquêtent sur tous les problèmes qui se posent aux travailleurs dans l'usine, et contribuent au déve-



2) de l'activité de la CFDT sur la question des salaires et des revendications présentées qui, en permettant un large débat, a permis la prise de conscience d'une partie importante du personnel sur la nécessité des augmentations uniformes.

3) de l'action de la CFDT, au niveau de la défense et de l'amélioration des conditions de travail.

Cette lutte qui remet en cause le système d'organisation capitaliste du travail, a été présentée comme une dimension importante de notre combat contre le système capitaliste lui-même.

4) des principes qui ont guidé la CFDT dans son travail syndical :

- répondre systématiquement aux questions, aux problèmes, aux revendications posés par les travailleurs afin qu'une confiance s'instaure entre eux et la CFDT.

- multiplier les assemblées générales, service par service, département par département, afin de permettre aux travailleurs de prendre en main la défense de leurs revendications et de définir par eux-mêmes les moyens à mettre en œuvre pour les faire aboutir.

- lutter contre la conception «On vous a élus, à vous d'agir», ou que «la CFDT est un syndicat qui résoud les problèmes à la place des travailleurs».

- tout mettre en œuvre pour que la confiance dans la CFDT repose sur la conception que c'est une organisation qui donne à chacun la possibilité et surtout les moyens de s'exprimer. Une organisation qui, par le jeu de l'information, apporte les élé-

veloppement de l'action revendicative.

La CFDT a donc progressé sur la base d'une orientation syndicale de classe. Cette progression n'a cependant pas la même signification politique que celle de l'année dernière. L'année dernière les élections avaient été l'occasion pour la première fois d'un travail politique de masse. Travail qui aurait porté d'autant plus et contribué à élargir l'audience des marxistes-léninistes, si sa ligne politique n'avait pas été entachée d'erreurs graves. Or cette année, si les résultats obtenus par la CFDT sont encourageants, le travail politique autonome est insuffisant. Pour que le travail revendicatif ne profite pas à la fausse gauche (au PS dans la CFDT Kodak) il est indispensable de mettre en pratique la ligne de masse en réfléchissant à la meilleure façon d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs, en pratiquant un recrutement offensif et large. Il est nécessaire que les marxistes-léninistes donnent les moyens à la section syndicale — dans laquelle ils militent — que l'action de la CFDT en direction des travailleurs ne se limite pas à la seule défense de leur intérêt revendicatif immédiat. En effet il s'agit de donner à la classe ouvrière des perspectives autres que le programme bourgeois de la «gauche», élever son niveau de conscience sur la nécessité de détruire le système capitaliste quelle que soit sa forme.

La lutte syndicale passe nécessairement par la lutte contre la ligne bourgeoise colportée par les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT.